

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

9^{me} ANNEE — N° 115

15 novembre - 28 novembre 1971

LE NUMERO :

0,50 F

Le marxisme à l'épreuve des faits

" Nous sommes indiscutablement dans une période de contre-révolution sociale et politique, mais en même temps de confirmation et de victoire critique totale. »

(Leçons des contre-révolutions 1951)

La religion du capital se résume en quelques dogmes qui parent de belles couleurs l'esclavage capitaliste. Une fois l'humanité arrachée à la barbarie féodale, se serait ouverte devant elle une ère lumineuse dont elle serait redevable au noble fils de l'économie bourgeoise, le progrès technique, source de richesses croissantes, égalisateur des fortunes et du bonheur, père de la paix et de la démocratie. Quant aux crises, aux guerres, aux luttes de classes, elles seraient seulement dues à des hasards, à de brusques retours en arrière, déplorables, mais utiles pour rappeler à l'humanité qu'on n'a rien sans sacrifices et que l'effort reste nécessaire pour accélérer le développement de la production, remède suprême à tous ces maux.

L'OPTIMISME BOURGEOIS

C'est ainsi qu'une fois abattu le monstre fasciste, présenté non seulement comme le responsable exclusif de la seconde guerre mondiale, mais comme le produit d'une insuffisance du développement bourgeois, la bourgeoisie promet à l'humanité un ère de progrès continu, de paix, d'harmonie entre les grandes et petites nations et entre les classes : le capitalisme n'avait-il pas appris à surmonter les crises par la planification ? Les forces irrationnelles du passé, naguère encore trop vivaces, n'avaient-elles pas été vaincues ? Les grands peuples n'avaient-ils pas abjuré leur ancien colonialisme et compris leurs devoirs de charité à l'égard des peuples pauvres et faibles ? Les droits des travailleurs n'avaient-ils pas été reconnus par la démocratie restaurée ?

Bien sûr pendant la guerre froide, les forces du passé retardèrent momentanément l'avènement de l'harmonie universelle. Mais heureusement, les forces de l'avenir, celles du progrès économique et partant politique leur portèrent des coups sérieux avec la coexistence pacifique. Une seule ombre au tableau : le quart de l'humanité se trouvait encore au ban de la société mondiale, à cause du démon de l'arriération et donc du totalitarisme et de l'agressivité guerrière.

Cette longue et pénible parenthèse est enfin close.

Plus de « revanchards de Bonn » et plus de « péril bolchévique ». M. Brandt va passer ses week-ends en Crimée et le souriant L. Brejnev vient parler de paix et de coopération à Paris avec G. Pompidou, caricaturant le voyage de Pierre Le Grand à Versailles. La sécurité européenne, la paix en Europe ! d'autant plus que la « perfide Albion » se fait maintenant européenne.

L'entrée de la Chine dans le concert des nations répare une longue injustice cependant

qu'elle débloque la situation internationale. Le voyage de Nixon laisse entrevoir la fin de la guerre au Vietnam ; en même temps que son voyage à Moscou montre que les intentions des Etats-Unis sont pacifiques.

Hiro-Hito, même lui, qui, il y a trente ans figurait sur le podium des ennemis de la démoc-

DEVELOPPEMENT HARMONIEUX OU CATASTROPHIQUE ?

La thèse bourgeoise est que la crise de 1929 est la dernière grande crise du capitalisme et que la société est aujourd'hui capable, grâce à la planification, entre autres de prévoir les difficultés et de les surmonter, des « crises de croissance » restant seules inévitables. Regardons les faits actuels.

Il est indéniable que l'on assiste aujourd'hui à une aggravation de la concurrence entre les capitaux. Au lieu de toucher des entreprises particulières, cette concurrence gagne actuellement des secteurs industriels entiers. Opposant des fractions entières du capital financier, des pays à d'autres, comme le prouvent le secteur automobile où cette concurrence s'accompagne de la réduction générale des profits, de la baisse des plans d'investissements pour certaines entreprises, de la réduction des horaires de travail (par exemple Fiat, Mercedes-Benz) ; ou la guerre commerciale que se livrent les compagnies aériennes sur l'Atlantique Nord ; ou encore les nouveaux accords pétroliers.

Alors que les négociations du GATT et du Kennedy Round en particulier visaient à réduire les tarifs douaniers à l'échelle internationale, voici aujourd'hui que la surtaxe américaine des 10 % renverse la tendance, comme résultat de la concurrence japonaise et européenne (allemande surtout) sur le marché américain, la productivité américaine augmentant moins vite que celle de ses concurrents. Voici que la mesure américaine,

cratie avec Hitler et Mussolini, voyage en Alaska et en Europe. Le passé est oublié. Voyez comment la société bourgeoise sait pardonner ! L'Empereur a même pu recevoir de nouveau à Londres l'Ordre de la Jarretière qui lui avait été retiré, il y a trente ans.

Cette fois la guerre est bien finie, la guerre froide aussi. Les plaies de la société se referment. Les antagonismes entre les nations disparaissent ! Maintenant l'humanité se retrouvant elle-même va pouvoir s'occuper de choses sérieuses ! La richesse, au lieu d'être utilisée pour les armements et la guerre va pouvoir servir à l'aplanissement de l'inégalité entre grandes et petites nations. Elle va pouvoir, avec les réformes et la démocratie permettre de surmonter la lutte des classes. Que les foules préparent leur bulletin de vote !

A bas la violence, à bas la Révolution ! Vive la paix, vive les réformes ! Telles sont les leçons que la bourgeoisie tire des faits et qu'elle parvient à faire croire aux masses prolétariennes.

Mais en réalité, si l'on gratte un tant soit peu la surface des choses on s'aperçoit que cette vision idyllique n'est qu'un mensonge bourgeois destiné à retarder la mort inévitable de l'ordre social existant.

en renvoyant la concurrence sur l'Europe, révèle la contradiction d'intérêts entre la France et l'Allemagne ; cette dernière institue le mark flottant, tandis

(Suite page 4)

Les bonnes affaires 'socialistes'

Quelles conséquences la guerre monétaire entre les impérialismes occidentaux peut-elle avoir pour des pays « socialistes » ? A l'époque de la grande vague révolutionnaire des années 20, la réponse aurait été limpide pour des communistes : l'affrontement inter-impérialiste et la crise du capitalisme offrent les conditions objectives d'un nouvel assaut de la classe ouvrière contre les Etats bourgeois ; le rôle des Etats prolétariens, s'il en existe, est d'aider par tous les moyens les prolétariats frères, en acceptant, selon la formule de Lénine au II^e Congrès de l'Internationale, « les plus grands sacrifices sur le plan national en vue du renversement du capitalisme international ».

Tout cela a bien changé. Les partis qui osent encore s'appeler communistes après 35 ans de fornication avec la démocratie bourgeoise nous ont démontré que l'internationalisme prolétarien était aussi démodé que le renversement violent de l'Etat bourgeois. Toutes ces solutions extrêmes, comme le démontrait déjà à l'époque un certain Kautsky, ne pouvaient s'expliquer que par l'arriération de la Russie et de ses ouvriers. Dans l'Occident développé et démocratique, le socialisme doit l'emporter par des élections dans chaque pays grâce à la coexistence pacifique et à l'émulation commerciale entre pays à « systèmes différents ». La dictature du prolétariat étant remplacée par les bonnes affaires des Etats « socialistes », l'hebdomadaire du P.C.F. " France Nouvelle " se réjouit en expliquant comment la crise occidentale est une aubaine pour les pays de l'Est :

a) en leur permettant d'acheter moins cher : « sur le plan commercial, le pouvoir d'achat des monnaies des pays socialistes se trouve accru sur le marché mondial par les dévaluations qui frappent certaines monnaies occidentales (la livre, le franc, etc...) et les menaces qui pèsent sur d'autres (le dollar en particulier) ;

b) en accroissant la valeur de leur stock d'or : « il est bien connu que certains d'entre eux (il s'agit des pays « socialistes » - NdR) disposent de réserves d'or, dont la crise du système impérialiste augmente la valeur ;

c) en leur permettant d'être plus compétitifs sur le marché mondial : « par rapport aux monnaies occidentales qui sont réévaluées, comme le mark, les pays socialistes voient leur capacité concurrentielle accrue. »

Le socialisme consiste donc pour ces Messieurs à battre le capitalisme occidental sur son propre terrain, celui des spéculations sur l'or et les devises et de la concurrence sur les marchés. « Concurrent » économique et politique des capitalismes occidentaux, et non ennemi de classe : " France Nouvelle " a très bien défini le « socialisme » russe. Ce sera certainement une grande victoire du socialisme quand pour la première fois des marchandises fabriquées par des prolétaires russes réduiront au chômage des prolétaires occidentaux. C'est sans doute déjà le cas en France dans la chimie pour certains engrais. Ce le sera bientôt dans la branche très concurrentielle de l'automobile, puisque la Russie exporte dans les pays de l'Est, en

(Suite page 2)

Ce n'est pas le progrès technique qui émancipera le prolétariat : c'est la révolution

Voici comment, il y a un siècle, Marx détruisait le mythe du « développement de la technique et du progrès de la productivité de la force de travail source de bien-être de la classe ouvrière » :

« Dans tous les pays de l'Europe — c'est devenu actuellement une vérité incontestable à tout esprit impartial, et déniée par ceux-là seulement dont l'intérêt consiste à promettre aux autres monts et merveilles — ni le perfectionnement des machines, ni l'application de la science à la production, ni les nouvelles colonies, ni l'émigration, ni la création de nouveaux débouchés, ni le libre-échange, ni toutes ces choses ensemble, ne sont en état de supprimer la misère des classes laborieuses ; au contraire, tant que la base fautive d'à présent existera, chaque nouveau développement de la force productive du travail creusera nécessairement un abîme plus large et plus profond entre les différentes classes et fera ressortir davantage l'antagonisme social » (Adresse inaugurale de l'Association Internationale des Travailleurs).

Aujourd'hui encore « ceux-là seulement dont l'intérêt consiste à promettre aux autres monts et merveilles » (il s'agit bien entendu de la bourgeoisie et de ses laquais opportunistes), continuent, en dépit du démenti fourni depuis plus d'un siècle par le cours même du développement capitaliste, à raconter les mêmes boniments. Pour la bourgeoisie et les opportunistes, le « bien-être » de la classe ouvrière et de l'humanité résiderait dans le développement harmonieux et progressif de la production nationale, c'est-à-dire du capital national et international.

Le marxisme, dès le Manifeste du Parti Communiste de 1848, n'a jamais cessé d'affirmer qu'il n'en était rien. Même dans les périodes où les événements et le développement économique du capitalisme semblaient infirmer la doctrine marxiste, les révolutionnaires communistes ont toujours soutenu qu'à la période des belles affaires capitalistes, à l'épanouissement et à l'orgie productive du mode bourgeois de production succédait un lendemain douloureux dont le dénouement ne pourra être que la guerre impérialiste ou la révolution prolétarienne.

Ainsi donc, ni le progrès tech-

nique, ni l'accroissement de la productivité du travail, ni la bonne gestion du capital national et international chère aux opportunistes ne peuvent éviter l'antagonisme inéluctable et irréductible entre le travail et le capital qui naît non de la mauvaise volonté ou de l'incurie gestionnaire de la bourgeoisie, mais à sa source dans les lois mêmes du développement du mode bourgeois de production.

Effectivement, la production capitaliste apparaît au sein d'une société de producteurs individuels et isolés de marchandises dans laquelle l'échange est le seul lien social. Or, l'un des traits essentiels des sociétés de producteurs de marchandises est que chacun produit pour soi, avec ses propres moyens sans tenir compte des besoins réels de la société. C'est donc l'anarchie dans la production qui y règne ; cet état de choses se reflète dans le marché où nous trouvons les producteurs se déchirant les uns les autres à qui mieux mieux pour écouler leurs produits.

Le Capitalisme, bien que centralisant la production et la socialisant, conserve le mode d'appropriation individuelle des produits. Faisant sauter toutes les barrières qui s'opposent à l'extension de la production mercantile et élargissant celle-ci à l'échelle planétaire, il accentue l'anarchie de la production « mais l'instrument principal avec lequel le mode de production capitaliste

(Suite page 4)

REUNION PUBLIQUE

A PARIS

Le vendredi 26 novembre, à 20 h. 30, au siège du "prolétaire", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), métro Gobelins :

CRISE ET REVOLUTION

LA C. G. T. DE 1945 A 1947

LA GREVE RENAULT

La lecture de notre dernier article (" Prolétaire ", n° 113), a dû convaincre les plus sceptiques que la C. G. T. servile et conformiste qui a surpris les contestataires de mai-juin 1968 existe comme telle depuis au moins un quart de siècle. Les phrases et discours que nous avons cités dispensent de tout nouveau commentaire sur le rôle des « communistes » promus ministres dans le gouvernement de salut national, à savoir le sauvetage d'une bourgeoisie capitaliste dont la base économique, la force de domination sociale et plus encore le prestige moral sont gravement compromis, non seulement par les ravages et destructions de la guerre, mais encore par le « double jeu » politique qui imposa à cette bourgeoisie de garder, en quelque sorte, durant tout le conflit, un pied dans chaque camp.

Dans ces conditions historiques, la politique de la C.G.T. d'inspiration « communiste » confirme de façon particulièrement édifiante l'impossibilité, pour toute organisation de la classe ouvrière, d'échapper — sinon par la voie révolutionnaire — à l'évolution totalitaire inéluctable du capitalisme décadent. Et, bien évidemment, la victoire militaire des « démocraties » c'est tout l'opposé d'une révolution : dans les pays où la répression fasciste ne s'était pas imposée au cours des années 20 et 30 en raison de l'absence de toute menace révolutionnaire, il appartenait au contraire à l'opportunisme ouvrier, couvé et choyé par la démocratie bourgeoise, de réaliser, au nom de cette même démocratie, les caractéristiques fondamentales de la structure politico-sociale de l'impérialisme dont le fascisme avait lancé les prototypes : contrôle étatique du montant des salaires et des conditions de travail, collaboration étroite des syndicats avec l'Etat, dissolution de la conscience de classe prolétarienne dans l'idéologie de la Nation.

Cette fonction du nouvel opportunisme-coalition des communistes dégénérés et des socialistes-traités de plus ancienne cuve — n'a pas été assumée, pourtant, sans rencontrer des réactions énergiques de la part des ouvriers. Mais les limites mêmes de ces réactions, ainsi que les formes et idéologies dans lesquelles elles se sont enfermées, montrent qu'elles se rattachent encore à une période de défaite du mouvement prolétarien qui, en 1945-1947, est loin encore d'être purgée.

Nous avons déjà signalé qu'une opposition syndicaliste-révolutionnaire, à cette époque, avait tenté de s'affirmer contre la politique de collaboration de classe de la C.G.T. Son existence éphémère et son impuissance notoire s'expliquent en grande partie par l'importante marge de manœuvre dont le stalinisme devait disposer durant près de vingt ans, jusqu'à l'intégration complète de l'U.R.S.S. dans le consortium des puissances impérialistes mondiales. Jusqu'à cette promotion, les PC occidentaux furent étroitement contrôlés par Moscou et, en 1947, ils lui obéissent encore au doigt et à l'oeil. Si, à cette époque, le PCF siège aux côtés des « gérants loyaux du capitalisme » et de partis authentiquement bourgeois dans un gouvernement d'union nationale, c'est avant tout parce qu'il y est autorisé par l'U.R.S.S. dont les intérêts diplomatiques sont alors parfaitement compatibles avec le respect d'une conservation sociale quasi-mondiale. Dès que cette condition ne sera plus remplie le PCF n'hésitera pas à quitter le gouvernement tripartite, comme le prouva le tournant brutal de 1947-48.

On ne doit pas oublier d'autre part que ces mêmes ouvriers, qui se révoltent ouvertement contre la C.G.T. lors de la grève Renault d'avril 1947, croient par ailleurs dur comme fer au « socialisme » russe. La collaboration de classe pratiquée par le PCF leur apparaît alors comme une aberration incompréhensible et non comme la conséquence logique du rôle contre-révolutionnaire de ce parti qu'ils ne soupçonnent pas plus que la na-

ture sociale de l'U.R.S.S. sur laquelle certains d'entre eux ne commencent à s'interroger que bien plus tard, lors des répressions par les Russes des grèves de Berlin-Est en 1953 ou de la révolte hongroise de 1956.

Cette confusion se reflète jusque parmi les tendances et groupes qui composent l'opposition syndicale évoquée plus haut et sur l'analyse desquelles nous reviendrons ultérieurement. Signalons simplement que cette opposition, lorsqu'elle condamne le « système russe et ses partis », ne sait le faire qu'à l'appui des critères démocratiques petits-bourgeois traditionnels du social-démocratie et du syndicalisme occidental, ou tout au plus, en considérant la Russie stalinienne comme un ensemble social mal défini, non socialiste sans doute mais pas capitaliste non plus. En conséquence, cette opposition, qui rencontre quelque audience aussi longtemps que le PCF se compromet au gouvernement, se dissout lorsqu'il en sort : elle n'a pu, durant cette courte période, acquiescer à une cohérence et une homogénéité quelconques.

Ceci n'est d'ailleurs qu'un aspect particulier du phénomène général lorsque le PCF est chassé du gouvernement dans les conditions que nous évoquerons à l'occasion d'un prochain article. De 1945 à 1947, le mécontentement s'est accumulé chez les ouvriers, l'hostilité à l'égard de la politique des syndicats a tenté de se donner des organismes de lutte. Mais la rupture d'équilibre politique et social provoquée par la querelle russo-américaine autour du Plan Marshall détournera cette colère sociale dans la voie des grèves violentes mais stériles de la période de « guerre froide » et toutes reprises en mains par la C.G.T. Lorsque le stalinisme aura de cette façon retrouvé son prestige « oppositionnel », non seulement aucune fraction de la classe ouvrière n'aura conquis la moindre autonomie idéologique ou organique à l'égard des syndicats, mais la C.G.T. stalinienne réapparaîtra, pour deux décennies, comme le champion incontesté de l'émancipation prolétarienne.

Le lecteur aura pressenti les raisons de l'importance particulière que nous accordons aux grèves sauvages des années 1946-47 et aux tentatives de regroupement qui les accompagnent : il ne s'agit pas simplement d'en expliquer les échecs, mais d'en tirer un enseignement général, c'est-à-dire souligner tout ce qui nous en sépare aujourd'hui d'une façon positive pour la reprise future de la lutte révolutionnaire du prolétariat.

A vingt ans de distance, nous nous trouvons en présence de deux « gauchismes » qui affectent les mêmes horipeaux idéologiques, voire les mêmes formes d'action et qui pourtant expriment deux situations profondément différentes. Il est utile de souligner que ce qui les oppose ne se réduit pas à des questions d'efficacité immédiate de leurs méthodes mais à trait aux tendances souterraines qu'elles tentent de matérialiser. Il n'est pas discutable, par exemple, que les grévistes de Renault en 1947 surent bousculer énergiquement la chiourme cégétiste alors que leurs successeurs de 1968 n'y sont même pas parvenus. Mais si la première « contestation » de l'opportunisme cégétiste témoignait ainsi de l'influence encore vivaces des traditions de lutte de l'entre-deux-guerres, elle n'en était pas moins liée, par contre, à ce même opportunisme par le cordon ombilical de l'antifascisme et du mythe du « socialisme » russe. Radicale dans ses actes, elle l'était beaucoup moins dans ses idées politiques.

Il ne s'agit pas, bien entendu, d'opposer les mérites respectifs de deux générations, mais des situations historiques séparées par une évolution irrésistible. Peu importe que ce soit des lycéens qui aient profané, en 1968, la tombe du Soldat Inconnu, et un étudiant anarchiste

appelé les « crapules stalinien-nes » par leur vrai nom, pourvu que cela exprime au grand jour et d'une façon incontestable, l'écroulement de l'édifice contre-révolutionnaire auquel le féroce moustachu du Kremlin a laissé son nom !

En 1947, une avant-garde ouvrière réduite réussit à entraîner dans la grève contre les syndicats des milliers de métallurgistes ; mais cette même avant-garde croit en la Résistance patriotique et pense, avec les trotskistes, que la Libération nationale aurait pu ouvrir les voies de la révolution.

Même si la masse ouvrière de 1968 ne croit plus au socialisme déshonoré par « l'exemple » russe, elle n'est pas leurrée non plus par la démocratie. Mais si elle n'a pas suivi la révolte idéologique étudiante dont elle n'a pas compris le sens, elle sait désormais que la violence seule peut modifier quoi que ce soit aux rapports sociaux. Même si elle n'a pas la force d'interdire aux sbires de Seguy le matraquage des gauchistes, elle comprend qu'il lui faudra, si elle veut défendre réellement ses intérêts, adopter les méthodes de ces derniers. En un mot sa réaction de classe ne se traduit pas encore en actes mais elle mûrit.

Depuis 1947 mille trahisons et mille défaites ont achevé de disperser et de détruire la solidarité et l'énergie de la classe ouvrière auxquelles la politique syndicale de cette époque avait porté des coups définitifs. La flamme encore vacillante d'une nouvelle combativité s'est depuis déplacée d'une catégorie à d'autres ; les avant-gardes qui tentent de se regrouper en face des prétoriens de la C.G.T. sont loin d'avoir la force, comme leurs aînés de 1947, de leur disputer par exemple la maîtrise de l'île Seguin. Mais le syndicat qui leur résiste encore victorieusement s'est définitivement démasqué : il collabore avec la police et le patronat ; il défend la production et sacrifie les chômeurs ; il est gardien de l'ordre et adversaire de toute lutte ; il développe et épanouit la tâche de trahison dans laquelle, vingt ans plus tôt, il n'avait pu donner toute sa mesure. Ce syndicat, hier centre de ralliement de tous les ouvriers combattifs, est aujourd'hui objet de haine pour les plus conscients d'entre eux qui s'efforcent de saper ses directives défaitistes et de regagner contre lui leur autonomie d'action.

C'est dans ce contexte, orienté vers un « nouveau cours » que nous pouvons maintenant relater, sans l'amertume habituelle des évocations des luttes battues, la formidable grève Renault de 1947. En effet, presque un quart de siècle après ce mouvement, celui des OS, en avril dernier, a relevé, dans les mêmes lieux, le drapeau de la révolte contre les syndicats de trahison. Combat plus modeste sans doute dans ses résultats immédiats mais hautement significatif d'une première prise de conscience, au cœur de la citadelle ouvrière du stalinisme en France, du rôle contre-révolutionnaire du syndicat moderne, vaguement pressenti mais non intégralement compris par les grévistes de 1947.

**

Le 25 avril, dans deux départements des usines de Billancourt, les ateliers 6 et 18, éclate la fameuse grève Renault. Les 2.000 ouvriers qui ont cessé le travail revendiquent 10 % d'augmentation de l'heure du salaire de base et prennent position contre le principe des primes au rendement. Grève sauvage qui vise à briser le blocage des salaires et les augmentations hiérarchiques chères à la C.G.T., ce mouvement se heurte à l'hostilité totale du syndicat.

Le Comité de grève composé notamment d'anarchistes et de trotskistes s'efforce d'étendre la grève les 26 et 27 avril ; le 28 elle est presque totale. « L'Humanité » n'en a pas encore parlé ; « Le peuple » (organe de la C.G.T.) attendra la fin du mouvement pour le faire.

Le 28 avril, un meeting du Comité de grève, place Nationale appelle à généraliser l'action sur la base de la revendication indiquée plus haut. Les responsables de la C.G.T. n'y participent pas, se rendent par contre auprès de la Direction pour réclamer une augmentation de 3 % de la prime de production ! La Direction propose 1,40 % d'augmentation et la généralisation de la semaine de 40 heures que, faute de matériel, on n'avait pas pu étendre à l'usine Renault. A 17 h 30, les cégétistes essaient de tenir un contre-meeting et de faire reprendre le travail en exposant ce qu'ils ont obtenu. Hués par les ouvriers, ils doivent battre en retraite.

Le lendemain la grève est totale. A 11 heures du matin seulement la section locale C. G. T. se décide à annoncer officiellement la grève qui, en fait, a commencé depuis trois jours. A midi, Henaf, responsable cégétiste de l'U.D. de la Seine, réussit à faire reprendre le travail à un tiers du personnel ; mais à 16 heures le travail est de nouveau totalement arrêté. Ce même jour, pour la première fois, « L'Humanité » fait paraître un article sur la grève, un tout petit texte en troisième page dans lequel elle dénonce « le caractère provocateur de la grève » ; « le fait que des éléments troubles sont à l'origine du conflit et dirigent uniquement leurs coups contre la C.G.T. prouve bien qu'il est le but de ces provocations ». « La presse réactionnaire — continue « L'Humanité » — qui avait déjà tenté de grossir démesurément cette grève était largement représentée au meeting que les instigateurs avaient organisé à 13 heures et où on remarquait également la présence de journalistes américains (...) Mais tandis que les instigateurs de ce mouvement péroraient, une délégation de la section syndicale Renault-C.G.T. avait une entrevue avec la Direction ».

On voit par ces quelques entrefilets que ni le style, ni les méthodes de la C.G.T. n'ont changé en vingt ans ; déployer la calomnie et l'amalgame contre les grévistes indociles et lorsqu'on ne peut plus les retenir, « prendre leur train en marche » ! Le 30 avril, la section C.G.T. a une nouvelle entrevue avec la Direction et modifie légèrement sa revendication qu'elle transforme en 3 F uniformes. Le lendemain la Fédération C.G.T. de la métallurgie opère un virage de 180 % et fait sienne la revendication des grévistes : 10 % de l'heure pour toute la métallurgie. Sur le point d'être débordé le bureau confédéral charge Croizat, son « camarade-ministre » de prendre à son compte la revendication en demandant la convocation d'un conseil des ministres extraordinaire. Ce dernier, devant la gravité de la situation décide que l'on peut accepter la majoration de 3 F de la prime de la production. A l'annonce de ce qu'ils ont obtenu, les dirigeants syndicaux, de nouveau hués par les ouvriers de Renault, demandent que l'on soumette au vote la poursuite de la grève. Le vote, à bulletin secret, donne plus de 80 % des voix en faveur de cette poursuite.

« L'Humanité » change sa politique ; le 2 mai, elle consacre ses gros titres à la grève et reprend les revendications des grévistes : « Répondant à l'appel de leur direction syndicale les travailleurs de la Régie Renault ont arrêté le travail hier à 14 heures » (La grève est totale depuis sept jours !) « L'action — dit encore « L'Humanité » — avait pour but d'appuyer la délégation syndicale qui, accompagnée de tous les départements de l'usine, s'était rendue auprès de la Direction. A l'issue de cette entrevue, un rassemblement monstre a eu lieu à 12 h 30 sur la place Nationale et Eugène Henaf a rendu compte de l'entrevue avec la direction et s'est livré à une analyse

(Suite page 3)

Les bonnes affaires "socialistes"

(Suite de la 1^{re} page)

Belgique et en Hollande des " Fiat " fabriquées à Togliattigrad (" Le Monde ", 23 octobre).

Dans l'aéronautique, les Russes s'efforcent à tout prix d'exporter leur " Tupolev 144 ", concurrent direct de notre " Concorde " national qui fait pleurer de fierté M. Duclos. Dans la sidérurgie, le journal professionnel " L'Usine Nouvelle " (14 octobre) prévoit que du fait des projets d'extension et d'exportation des sidérurgies des pays de l'Est, « certains marchés traditionnels pour l'exportation des produits sidérurgiques de l'Europe de l'Ouest risquent de se trouver partiellement fermés ». Faudra-t-il attendre ces licenciements pour que les ouvriers comprennent qu'ils n'ont rien à attendre de ce soi-disant « bloc socialiste » qui se comporte exactement de la même manière que leurs pires exploitants occidentaux ?

Cette perspective n'effraie pas en tous cas le commentateur de " France Nouvelle ". En bon serviteur de son capitalisme national, sa seule préoccupation est, non pas de montrer à la classe ouvrière comment la crise occidentale peut rapprocher l'heure de sa libération, mais de suggérer des solutions pour éviter la catastrophe :

« Plus les difficultés du marché se font grandes à l'intérieur du système impérialiste, plus l'intérêt d'un marché stable comme le marché socialiste croît, offrant des débouchés intéressants aux marchandises produites par les monopoles occidentaux. Cela fait apparaître, bon gré mal gré, la nécessité objective d'une coopération accrue de la France avec les pays socialistes qui correspond à l'intérêt de tous les Français. »

Tout cela est parfaitement exact : l'intérêt des capitalistes occidentaux est de trouver des débouchés à l'Est sous peine de crever rapidement : l'accord germano-russe, la « grande commission » franco-russe et les bonnes affaires qui seront sans doute conclues à l'occasion du voyage de Brejnev en France, le voyage de Nixon à Pékin, la pression des grosses sociétés japonaises pour la reconnaissance de la Chine, etc..., n'ont pas d'autre signification. Les capitalistes occidentaux le savent bien, et ils n'ont pas eu besoin des services de " France Nouvelle " pour découvrir où était leur intérêt : exporter toujours plus, peu importe chez qui. Là où les faux communistes du P.C.F. leur sont par contre précieux, c'est lorsqu'il faut faire croire à la classe ouvrière qu'il existe un « intérêt de tous les Français » et que les ouvriers doivent se plier à la discipline productive sous la bannière nationale au lieu de lutter pour leurs intérêts autonomes de classe.

Dans ce rôle de garde-chiourme, les journalistes de " France Nouvelle " et tous leurs semblables se sont jusqu'à présent montrés inégalables : c'est pourquoi il ne risquent pas, contrairement aux ouvriers, d'être réduits de si tôt au chômage par le capitaine.

CONCORDE-AIRBUS : Le P.C.F. s'adapte aux 'réalités'

pour toujours servir le capital

A l'heure où les reconstructions nationales qui ont suivi la deuxième guerre impérialiste sont terminées, où l'équilibre transitoire apporté par la solution bourgeoise aux crises se rompt nécessairement, l'opportunisme doit s'adapter aux «réalités» pour toujours servir le Capital.

Lorsqu'il s'agit du Concorde et de l'Airbus le P.C.F. se présente toujours comme le meilleur défenseur du capital national. Ce rôle, dont nous avons toujours montré le caractère ignoble pour un parti qui se dit communiste, le P.C.F. a pu le remplir au moment de la reconstruction nationale après les trahisons successives... Front populaire, Résistance... après la victoire militaire de la démocratie sur le fascisme, avec des mots d'ordre aussi directs et brutaux que le fameux « Retrouvez vos manches » de Thorez.

La reconstruction terminée, le P.C.F. ne pouvait plus inciter les travailleurs à se faire exploiter avec l'appel à "l'indispensable" redressement industriel, il ne pouvait plus s'appuyer sur la destruction de forces productives accomplie par le carnage impérialiste. Cet argument ayant alors perdu son effet, l'opportunisme stalinien dut avoir recours à son ingéniosité pour soumettre les ouvriers aux impératifs du capital.

L'équilibre économique retrouvé pour un moment, il s'agissait pour le P.C.F. de préparer l'avenir, et pour lui cet avenir n'étant pas la transformation révolutionnaire de la Société actuelle, ne pouvait être que l'avenir du capitalisme national.

Si inventif qu'il soit le P.C.F. dans son rôle de scélérateur, il ne peut trouver pour enchaîner la classe ouvrière, de motifs, de mots d'ordre, de thèmes de ralliement que dans l'idéologie qu'il sert : le capital le lui impose.

Maintenant que les signes d'une nouvelle crise apparaissent, il s'agit pour la bourgeoisie nationale d'être plus compétitive sur le marché international, en particulier, il faut vendre des "Concordes".

Dans un article de "l'Humanité" du 27 - 9 - 71, intitulé « Pourquoi empêche-t-on l'Air France d'acheter des Concorde ? » nous pouvons lire la déclaration suivante de Claude Poperen : « la grande valeur professionnelle des ingénieurs, techniciens, cadres, ouvriers de la S.N.I.A.S., les progrès de la science et de la technique, la coopération avec les travailleurs anglais ont permis la réalisation du Concorde grâce aux luttes menées depuis longtemps pour la défense de l'industrie aéronautique ».

Puis à propos de la concurrence Airbus-Concorde, et des attaques lancées contre Concorde : « Cette situation retarde le plan de lancement de Concorde. Elle contribue à retarder les commandes étrangères et fait peser de lourdes menaces sur l'industrie aérospatiale et sur l'emploi des travailleurs de la S.N.I.A.S. ». Vient ensuite l'éternel couplet sur « les intérêts inséparables des travailleurs et de la nation » défendus par les « communistes » (sic).

Que signifie cette déclaration ?

Tout d'abord le remercie-

ment aux travailleurs pour la réalisation du "Concorde," grâce « aux luttes menées depuis longtemps pour la défense de l'industrie aéronautique ». C'est dire que le P.C.F. ne peut pas cacher que toutes les luttes qu'il a fait mener aux ouvriers de la S.N.I.A.S. et plus généralement dans le secteur nationalisé dans la période d'après guerre se concrétisent par la réalisation d'une marchandise qui renferme toute la plus-value qui leur a été extorquée, qui est le produit de leur exploitation et qu'il s'agit de vendre avec profit.

Mais dans ce remerciement cynique, remarquons que le P.C.F. s'adresse aux ouvriers après les ingénieurs, techniciens et cadres, en flattant la valeur professionnelle de tous. C'est-à-dire après cette catégorie salariée des classes moyennes qui, introduite dans tous les rouages de la production est l'alliée idéale pour plier les ouvriers au service du capital, pourvu qu'on lui garantisse une bonne hiérarchie des salaires et qu'on entretienne chez elle toutes ses illusions sur la possibilité de gérer harmonieusement le capital. Possibilité que le P.C.F. lui montre comme réalisable dans la démocratie avancée.

Notons ensuite la glorification de la science et de la technique qui sont actuellement les moyens d'augmenter l'intensité du travail, d'augmenter le surtravail pour une journée de travail de même durée, et le coup bas qui consiste à agiter la menace du chômage pour les travailleurs de la S.N.I.A.S., alors que le chômage est aussi dû à

ce progrès technique glorifié plus haut, le perfectionnement du machinisme rendant un nombre de plus en plus grand de travailleurs inutiles lorsque l'économie n'est pas en forte expansion.

Le coup bas consiste aussi à opposer les ouvriers d'une entreprise à ceux d'une autre (exception faite, dans le cas du Concorde pour les travailleurs anglais que le P.C.F. veut bien associer aux ouvriers français dans une complicité particulière pour mettre les travailleurs de chez Boeing, ou autres, sur la paille).

Dans leur combat les travailleurs ne sont pas plus de la S.N.I.A.S. que de chez Boeing, de Renault que de chez Fiat, ils doivent tous s'unir contre leur ennemi commun le capital qui les exploite, au lieu de défendre l'industrie nationale, de se battre comme le leur conseille le P.C.F. pour une « France plus compétitive » sous prétexte que ce serait l'intérêt des travailleurs ; tout ce qui précède montre la fausseté de l'argument.

Comme nous l'avons déjà signalé, le voile se déchire à l'approche de la crise : l'opportunisme stalinien ne peut plus cacher que son seul mot d'ordre est : « Prolétaires, travaillez pour le capital, engraissez le monstre qui fait de vous des marchandises ».

La C. G. T. de 1945 à 1947

(Suite de la page 2)

de la situation. Après avoir félicité le personnel qui, à l'unanimité, a débrayé pour appuyer l'action de ses représentants, l'orateur énumère les revendications sur lesquelles la section syndicale a obtenu des engagements formels.

S'appuyant sur ce tissu de contre-vérités, l'appareil de la C.G.T. s'occupe sérieusement de reprendre le mouvement en mains. Il laisse pourrir la grève, fait traîner les pourparlers, combat l'extension du mouvement : chez Citroën, les grévistes de Renault se font

LETTRE DE LIEGE

Le Trotskisme en Belgique

La comédie électorale pour le renouvellement du Parlement et des Conseils provinciaux aura lieu en Belgique dans le début du mois de novembre.

" La Gauche ", hebdomadaire de la L.R.T. (Ligue Révolutionnaire des Travailleurs Trotskystes), annonce que sur décision de son Comité Central, celle-ci ne prendra pas part aux élections prochaines. Pour quelles raisons ?

Dans la feuille trotskyste, on trouve d'abord la phrase dure, révolutionnaire : " L'Etat bourgeois reste pour nous l'instrument central de la domination bourgeoise ; nous voulons l'abattre et non l'aménager ". On pourrait croire, sur ces fortes paroles, que les trotskystes belges ont compris la nécessité de dénoncer le parlement bourgeois comme instrument de domination du capital sur le prolétariat et la duperie que constitue en conséquence l'élection.

Il n'en est rien et la belle façade révolutionnaire s'écroule dès que " la Gauche " s'explique dans un deuxième temps : « Il n'empêche que nous ne pouvons nous désintéresser de la procédure électorale qui offre une précieuse tribune de propagande organisée et dont l'issue reflètera l'état de la conscience ouvrière ».

En quoi les élections sont-elles une " précieuse tribune " alors que le Parlement, dans le cadre même des institutions bourgeoises, perd l'une après l'autre ses attributions au profit du pouvoir exécutif, autre organe de la domination du capital ?

Ce sont des raisons pratiques qui motivent l'abstention de la Ligue. Recueillant à peine la succession du défunt P.W.T. (Parti wallon des travailleurs), elle n'a pas encore trouvé les moyens matériels et financiers de s'organiser ; et en attendant, elle recommande aux membres et sympathisants d'apporter leur voix au P. C., grand défenseur du Parlement qui, lui, réclamera avec véhémence l'union des progressistes, avec les sociaux-démocrates et les démocrates et autres imbécillités !

Est-ce un excès de pudeur qui fait rejeter le P.S.B. par la L.R.T. ? « Ce n'est pas parce que le P.S.B. est réformiste que nous lui refusons nos suffrages. C'est parce qu'il n'entend même plus réformer le système capitaliste (c'est " La Gauche " qui souligne).

Voilà bien le péché capital aux yeux des trotskystes : l'abandon ouvert du réformisme pour passer à la gestion pure et simple du capitalisme ! Or si le Parlement actuel reflète surtout la décomposition avancée de la démocratie bourgeoise, on ne voit pas comment les " représentants ouvriers-bureaucrates " pourront, pour parler comme les trotskystes, " établir une ligne de démarcation entre les forces bourgeoises et celles des travailleurs ". En fait, il n'y a sous la plume de " La Gauche " qu'un charabia démocratique, reflet de l'incapacité de la Ligue de sortir du cadre étroit de la lutte sur le terrain du crétinisme parlementaire. Où y a-t-il dans tout cela une ligne claire ?

On affirme d'abord la nécessité d'abattre l'Etat bourgeois, puis on envisage la campagne électorale à utiliser comme tribune sans par ailleurs accorder d'importance à d'éventuels mandats électifs ; on s'aperçoit en fait qu'il faut établir une ligne de démarcation entre forces bourgeoises et forces ouvrières et finalement on veut barrer la route aux collèges réactionnaires ; on parle d'abattre l'Etat bourgeois et puis on regrette l'abandon par le P.S.B. du réformisme pour la gestion pure et simple du capitalisme ! On reproche au P.C.B. de " participer à la farce... dans l'équivoque " tout en demandant de voter pour lui. Appels répétés à la démocratie, jamais à la lutte de classe. Le vote est un " geste dérisoire ", mais il faut voter quand même pour les " représentants ouvriers " (peut-être pour montrer le caractère dérisoire de ces représentants ?)

Le prolétariat de l'avenir ne retiendra pas toutes les nuances de " La Gauche " : il retiendra simplement que celle-ci l'a poussé dans les bras du réformisme, nouveau et ancien, autrement dit de la bourgeoisie !

Directeur-Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »
1, 3, 5, Boulevard Schloesing
MARSEILLE (X*) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P.

AU QUEBEC

Une grève sanglante

Au Québec, le mois d'octobre est depuis quelques années marqué par les luttes sociales : 1968, contestation étudiante ; 1969, grève des policiers, manifestations violentes ; 1970, enlèvements politiques effectués par le F.L.Q. ; 1971 n'aura pas fait exception à la règle : deux morts et une centaine de blessés lors d'une manifestation provoquée par le lock-out (décrété en juillet 1971) au journal " La Presse ".

Au journal " La Presse ", comme partout ailleurs, la logique capitaliste joue : investir dans de nouvelles machines afin d'augmenter la productivité tout en diminuant le personnel (et les salaires). Mais la Direction savait que les travailleurs n'accepteraient pas sans opposition ses initiatives. Elle a donc pris les devants et décrété le lock-out.

Cette tactique vise à réduire les ouvriers à la défensive : que les travailleurs se battent pour le " droit au travail " et non pour des augmentations de salaires et une diminution du temps de travail. Et les syndicats, qui " protestent contre le lock-out ", jouent bien leur rôle opportuniste en acceptant le terrain imposé par le capital.

Malgré tout la lutte est dure ; les ouvriers ont répondu à la violence du patron par la violence de

classe : bris de vitres, manifestations, action de commando contre les cadres briseurs de grève... Contre cette violence, le pouvoir politique a de nouveau montré son visage de classe : injonction limitant les piquets de grèves, loi anti-manifestation ; l'Etat bourgeois, comme toujours lorsque c'est nécessaire, laisse tomber un coin de son masque démocratique. Les révolutionnaires n'ont pas à se plaindre et implorer le respect de la démocratie : au contraire il faut en profiter pour dire bien haut que l'Etat bourgeois est essentiellement dictatorial et débrasser le mouvement ouvrier de ses illusions démocratiques. Pour les défenseurs du capital, Constitution et Droit ne sont que des chiffons de papier ; Démocratie et Fascisme recouvrent la même réalité : l'exploitation du travail par le capital. La bourgeoisie passe simplement de l'un à l'autre suivant le rapport de forces dans la lutte des classes.

Par ailleurs la mort de deux militants ouvriers souligne une fois de plus qu'au Québec comme ailleurs la lutte sociale ne se fait pas entre une nation exploitée et celle qui l'exploite mais entre les travailleurs et le capital. Il est clair que ce ne sont pas les " méchants " impérialistes anglais ou américains qui assomissent les militants ouvriers mais leurs comparses locaux.

Les travailleurs québécois ne peuvent, au bout du compte, que sortir renforcés de cette lutte. Comme leurs frères de classe partout dans le monde à l'heure actuelle, ils font l'expérience du caractère impitoyable de la lutte qu'ils ont à mener contre le capitalisme. Cette dure expérience ne peut à long terme que leur apprendre que c'est l'existence même du capital — et non " l'impérialisme " ou un quelconque " colonialisme " — qui est la cause de leur misère et de leur esclavage actuels.

Les fondements

du communisme révolutionnaire

Cette brochure ronéotypée de 56 pages reprend le compte rendu d'une réunion générale de notre Parti, paru dans le N° 1 du " Programme communiste ", aujourd'hui épuisé. Le texte est articulé en trois parties principales :

- Parti et Etat de classe comme formes essentielles de la révolution communiste.
- Les organisations économiques du prolétariat ne sont que de pâles substituts du parti révolutionnaire.
- La conception petite-bourgeoise de la société communiste chez les syndicalistes et les " socialistes d'entreprise ".

Commandes au " prolétaire ". Prix : 3 F.

Communisme et fascisme

Le lecteur trouvera condensées dans cette brochure non seulement l'interprétation que notre courant — la Gauche communiste d'Italie — a donnée du fascisme naissant et les directives de la lutte qu'il mena contre lui à la tête du Parti Communiste d'Italie dans les années 1921-1923, mais aussi sa critique des positions plus ou moins claires de l'Internationale communiste sur ce sujet capital.

Précédé d'une ample introduction établissant un parallèle entre les positions théoriques et pratiques de la Gauche communiste à l'égard du fascisme et celles du Parti Communiste Allemand à l'égard du nazisme, le corps de la brochure est constitué de documents de l'époque (1921-1924), inédits en langue française. Publié en annexe, un rapport de Gramsci illustre bien, par contraste, les principales erreurs — aux conséquences désastreuses — du centrisme de la direction de l'I. C.

La brochure de 160 pages, 8 F. Commandes au " prolétaire ".

Le marxisme à l'épreuve des faits

(Suite de la première page)

que la première, en conservant sa parité avec le dollar trouve pour ses exportations vers les « partenaires » européens le bénéfice d'une nouvelle dévaluation voilée, ce qui prouve que les retrouvailles de Pompidou et Brandt ne sont celles que de deux cocus jaloux l'un de l'autre. Bataille tarifaire donc, mais aussi bataille contingente puisque le Japon vient d'accepter de limiter encore une fois ses exportations de textiles vers les Etats-Unis et de produits sidérurgiques vers l'Europe.

Alors que l'OCDE et le FMI ont travaillé jusqu'ici pour la libération des mouvements de capitaux, voici aujourd'hui que l'Europe et le Japon demandent aux Etats-Unis de réduire leur déficit en... limitant leurs exportations de capitaux !

Pour nous marxistes, cette aggravation de la concurrence ne peut qu'aller s'aggravant, car elle est le résultat d'une accumulation de capital qui mène à la surproduction de capital et donc à l'aggravation de toutes les rivalités. Or le fait que les taux d'intérêt du capital (en particulier le taux d'escompte des banques centrales) descendent aujourd'hui au-dessous du taux de l'inflation est un signe manifeste de l'excès de l'offre de

capital sur la demande, donc de la tendance à la surproduction de capital sous sa forme argent, comme les batailles commerciales, tarifaires et contingentes en sont un de la surproduction de capital sous la forme de marchandise.

Quant à l'accroissement rapide du chômage à l'Est comme à l'Ouest, dans les centres du capital comme à sa périphérie, il prouve l'existence d'une surproduction de la force de travail.

Qu'en conclure, sinon que comme le disait déjà le Manifeste de 1848 « les forces productives dont dispose (la société) ne favorisent plus le développement de la prospérité bourgeoise ; au contraire, elles sont devenues trop puissantes pour celle-ci qui leur oppose de ce fait un obstacle... ». « Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées dans son sein ». « Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle ces crises ? D'un côté, par la destruction forcée d'une masse de forces productives ; de l'autre, par la conquête de nouveaux marchés et l'exploitation plus approfondie des anciens. A quoi cela aboutit-il ? A préparer des crises plus générales et plus formidables et à diminuer les moyens de les prévenir ».

De la même manière, l'URSS tente avec son plan de « sécurité européenne » de trouver d'autres alliances, en contrepartie de l'ouverture aux capitaux occidentaux.

Ainsi les premiers signes d'essoufflement du cycle de l'accumulation de capital ne tendent à détruire les vieux blocs militaires que pour susciter de nouvelles alliances de guerre.

En effet, comme le disait Lénine dans l'*Impérialisme* « il est inconcevable en régime capitaliste que le partage des zones d'influence, des intérêts, des colonies, etc..., repose sur autre chose que la force de ceux qui prennent part au partage, la force économique, financière, militaire, etc... Or, les forces respectives de ces participants au partage varient d'une façon inégale, car il ne peut y avoir un régime capitaliste de développement uniforme des entreprises, des trusts, des industries, des pays... ». « Les alliances pacifiques préparent les guerres, et à leur tour, naissent de la guerre ; elles se conditionnent les unes les autres, engendrent des alternatives de lutte pacifique sur une seule et même base, celle des liens et des rapports capitalistes de l'économie mondiale et de la politique mondiale ».

La modification des rapports de force entre ceux qui prennent part au partage des zones d'influence a bien entendu son reflet jusque dans les zones arrières du monde, mais elle ne peut en aucun cas les libérer de l'oppression, comme en témoigne le martyre du Bengale, ni diminuer le fossé entre grandes et petites nations qui va au contraire grandissant, comme, après la conférence de New-Delhi, l'a rappelé la conférence de Lima où s'est réuni le « club des pays pauvres ». Comme l'affirmait déjà bien avant nous Lénine dans la polémique sur le « Droit des nations à disposer d'elles-mêmes », l'oppression nationale va se renforçant tant que le capitalisme subsiste.

nisme violent entre prolétariat et bourgeoisie débouche sur la transformation socialiste qui pourra briser enfin toutes les chaînes de l'exploitation et de

l'oppression sous toutes ses formes, car le prolétariat est la seule classe potentiellement révolutionnaire de la société bourgeoise.

INVARIANCE DU MARXISME

Les événements mondiaux rappelés ici portent des coups irréparables à toutes les constructions mensongères qui, hier encore, pouvaient garder une apparence d'authenticité, telles que la doctrine de la division du monde en un « camp de la liberté » et un « camp totalitaire » selon les uns ou « un camp capitaliste » et un « camp socialiste » selon les autres. De la Chine au Chili en passant par Cuba, ils ruinent toutes les rabâches sur le renversement du capital par des voies « nouvelles », non prolétariennes. Partout où, mêmes faibles encore, éclatent des luttes ouvrières, ils dégonflent la baudruche des voies réformistes et nationales à l'émancipation prolétarienne. Barrant toutes les voies sans issue, c'est donc l'histoire elle-

même qui abat comme châteaux de carte toutes les idéologies complices de la société d'esclavage où nous vivons. C'est l'histoire elle-même qui confirme la théorie marxiste, née d'un bloc, il y a plus d'un siècle.

Nous, marxistes, nous ne disons pas que la réalité d'aujourd'hui est déjà « révolutionnaire ». Nous ne nous risquons pas à des prévisions sur les délais de l'histoire. Nous défendons notre théorie, parce qu'elle est l'arme toujours solide que le parti de classe devra tenir fermement en main quand le prolétariat s'alignera à nouveau sur les fronts de la guerre sociale — une arme que des générations de prolétaires ont rendue plus tranchante, non seulement par leurs victoires, mais par leurs défaites.

PAIX UNIVERSELLE OU ANTAGONISMES CROISSANTS ENTRE LES ETATS ?

Arrivée à un certain degré, la concurrence entre les capitaux ne peut pas ne pas modifier l'équilibre international existant entre les Etats qui représentent les intérêts bourgeois.

Considérons tout d'abord les relations Est-Ouest. Les pays de l'Est souffrent d'un manque, les pays occidentaux, d'un excès de capital. Aussi, les quatre grands peuvent-ils conclure un accord sur Berlin. Mais l'Allemagne longnait déjà l'Europe orientale, son débouché naturel. Aussi Nixon se rendit-il l'année dernière à Bucarest pour bien signifier que l'Amérique entendait garder le contrôle politique de ces changements européens et que l'Allemagne n'avait en aucune manière un monopole à l'Est. De même au récent voyage de Brandt en Crimée, répond la manœuvre de Conally, lançant l'offre de la suppression de la surtaxe de 10 % pour la seule Allemagne.

Dans le bloc qui se prétend « socialiste », les tendances centrifuges (produits de la concurrence des intérêts) sont évidentes : il y a déjà longtemps rupture sino-soviétique, mais récemment encore velléités d'indépendance de la Roumanie et intervention militaire en Tchécoslovaquie.

Dans le « camp occidental », après la sortie de la France de l'OTAN, la crise monétaire agit comme révélateur des contradictions d'intérêts graves entre l'Europe et les Etats-Unis d'une part, le Japon et les Etats-Unis d'autre part.

Mais le fait le plus saillant de la période est bien entendu l'entrée de la Chine à l'ONU et le voyage du président Nixon à Pékin. Si évidemment l'entente entre la Chine et les USA met fin à la guerre du Vietnam, il ne peut en sortir qu'une paix impérialiste, fondée sur le repartage de l'extrême Orient, sur le dos en particulier des combattants vietnamiens.

Les effets du rapprochement sino-américain sont très voyants. Tout d'abord la remilitarisation du Japon. Selon un dirigeant du parti libéral-démocrate,

adversaire de la politique du premier ministre japonais, « le IV^e Plan reflète une modification dans la conception du rôle de notre pays sur le plan militaire. Auparavant nos forces « d'auto-défense » s'intégraient aux forces des Etats-Unis et tout se structurait en conséquence dans l'optique de notre propre défense mais aujourd'hui tout se structure en fonction d'un expansionnisme qui ne peut conduire qu'à la catastrophe ». (Le Monde diplomatique, septembre 1971).

PACIFICATION SOCIALE OU COLLISION INEVITABLE ENTRE LES CLASSES ?

Si les heurts sociaux sont encore en retard sur la maturation des conditions générales qui tendent à faire entrer aujourd'hui la société bourgeoise dans une période d'instabilité croissante, cela ne suffit nullement à confirmer la thèse bourgeoise selon laquelle les conflits sociaux vont s'atténuant avec le développement de la production capitaliste.

Les grands mouvements revendicatifs qui surgissent çà et là depuis quelques années en Europe occidentale comme aux Etats-Unis, en Pologne comme en Argentine, démontrent bien entendu que la lutte ouvrière n'est pas enterrée, mais surtout que les conflits de classe ne naissent pas uniquement de « l'arriération économique ».

C'est au contraire dans les secteurs avancés du capitalisme, les secteurs « pilotes » de la production où la politique sociale du capitalisme a pu déjà utiliser toute sa gamme réformiste (notamment le secteur automobile) qu'ils sont les plus puissants.

C'est que l'antagonisme entre prolétariat et bourgeoisie résulte des rapports de production bourgeois que le développement capitaliste et les réformes laissent intacts.

Comme le disait Marx dans l'Adresse Inaugurale de la Première Internationale : « Ni le perfectionnement des machines,

ni l'application de la science à la production, ni la découverte de nouvelles communications, ni les nouvelles colonies, ni l'émigration, ni la création de nouveaux débouchés, ni le libre-échange, ni toutes ces choses ensemble ne sont en état de supprimer la misère des classes laborieuses : au contraire, tant que la base faussée d'à présent existera, chaque nouveau développement de la force productive de travail creusera un abîme plus large et plus profond entre les différentes classes et fera ressortir davantage l'antagonisme social ». Cela est resté aussi vrai aujourd'hui qu'il y a un siècle et cela le restera tant que le capital régnera.

L'approfondissement de la période d'instabilité générale qui va s'ouvrir pour le capitalisme ne peut pas ne pas projeter le prolétariat de tous les pays dans des luttes gigantesques, condition indispensable d'une reprise révolutionnaire, dont les mouvements d'aujourd'hui sont le gage certain.

Ce fait a d'autant plus d'importance pour les marxistes que, parmi les antagonismes divers que ne manque pas de déchaîner toute période de crise générale de la société, seul l'antago-

C'est la révolution

(Suite de la 1^{re} page)

accroît cette anarchie dans la production sociale est juste le contraire de l'anarchie : l'organisation croissante de la production en tant que production sociale dans chaque établissement de production isolé.

« ...La contradiction entre la production sociale et l'appropriation se reproduit comme antagonisme entre l'organisation de la production dans la fabrique individuelle et l'anarchie de la production dans l'ensemble de la société. » (Anti-Dühring). Cette contradiction se manifeste de la manière la plus extravagante dans la concurrence effrénée que se font les capitalistes et dans la fureur productive. En effet, la loi coercitive de la production bourgeoise, c'est la concurrence. Pour mieux vendre, il faut produire moins cher, donc réduire toujours plus les coûts de production et accroître la masse des produits. Le capitaliste se trouve ainsi poussé à perfectionner sans cesse les techniques de production et à remplacer de plus en plus l'ouvrier par la machine, sous peine de ruine.

Ainsi donc, « le progrès industriel, qui suit la marche de l'accumulation, non seulement réduit de plus en plus le nombre des ouvriers nécessaires pour mettre en œuvre une masse croissante de moyens de production ; il augmente en même temps la quantité de travail que l'ouvrier individuel doit fournir. A mesure qu'il développe les pouvoirs productifs du travail et fait donc tirer plus de produit de moins de travail, le système capitaliste développe aussi le moyen de tirer plus de travail du salarié, soit en prolongeant sa journée, soit en rendant son labeur plus intense ou encore d'augmenter en apparence le nombre des travailleurs employés en remplaçant une force supérieure et plus chère par plusieurs forces inférieures et à bon marché, l'homme par la femme, l'adulte par l'adolescent, un Yankee par trois Chinois. Voilà autant de méthodes... pour fabriquer des surnuméraires.

« L'excès de travail imposé à une fraction de la classe salariée qui se trouve en service actif grossit les rangs de la réserve et, en augmentant la pression que la concurrence de la dernière exerce sur la première, force celle-ci à subir docilement les ordres du capital. » ("Le Capital", pp. 118-119, éd. Coste).
Aujourd'hui quel est le pays

super-industrialisé qui n'a pas ses Noirs, ses Porto-ricains, ses Portugais ou ses Turcs ? Quel est l'un de ces pays capitalistes qui ignore l'intensification forcée des cadences de travail, la perfectionnement infini des techniques productives, la découverte sans fin de machines toujours plus perfectionnées, le chômage toujours plus inquiétant ?

Face à une concurrence internationale toujours plus âpre, chaque bourgeoisie nationale a une seule ressource : extraire toujours davantage de travail à la classe ouvrière, perfectionner le machinisme à l'excès et jeter ainsi sur le pavé un nombre de prolétaires qui va croissant. Dans la société capitaliste, le machinisme, comme le pensaient Marx et Engels, devient l'arme la plus puissante du capital contre la classe ouvrière ; le moyen de travail arrache sans cesse le moyen de subsistance des mains de l'ouvrier, le propre produit de l'ouvrier se transforme en un instrument d'asservissement de l'ouvrier.

Alors, seuls ceux qui veulent perpétuer l'exploitation de la classe ouvrière et son asservissement pronent le progrès de la technique, oubliant que tant que le capitalisme subsiste celui-ci n'apporte que chômage et subordination croissante au prolétariat. Prétendre qu'on peut éviter tout cela sans détruire le mode de production basé sur le salariat, c'est mentir aux ouvriers pour les soumettre à une exploitation plus féroce.

Ainsi donc pour la bourgeoisie et les opportunistes, il s'agit de produire toujours plus et mieux pour guérir la société de tous ses maux, alors que deux guerres impérialistes mondiales et les premiers signes annonciateurs de lendemains difficiles après l'euphorie de l'expansion capitaliste qui a suivi la dernière guerre impérialiste confirment la vision catastrophique du cours du développement, de l'économie capitaliste qui ne survit qu'à travers la destruction périodique des immenses forces de production qu'il accumule, chaque phase d'exploitation intensive de la classe ouvrière étant suivie d'un bon carnage impérialiste.

En régime capitaliste, tout progrès technique, tout développement de la productivité du travail aboutit inéluctablement à l'alternative guerre impérialiste ou révolution prolétarienne.

Le prolétariat n'a donc de salut à attendre que de la destruction violente du capitalisme.

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1971

LISTE N° 11

Paul, soutien, 15 ; Thomas, soutien, 16 ; Gérard, 7 ; Montraël, 100 ; Fati, 4.70 ; Maryse et André, 70 ; Gérard, 40 ; Lucien, 20 ; Paris, septembre, 903.20 ; S. 70 ; Lakdar, 75 ; Henri, soutien, 58 ; Réunion publique Paris, 225 ; Morini, Montreuil, 45 ; Lille, 10.

Total liste N° 11 1.658.90 F

Total précédent 33.625.68 F

Total général 35.284.58 F

Correspondance :
" le prolétaire "
B.P. 375, MARSEILLE-Colbert

Versements :
" le prolétaire "
C. C. P. 2202-22, MARSEILLE

Abonnements :
" le prolétaire "
1 an : 10 F (100 FB)
6 mois : 5 F (50 FB)
(pli fermé : 15 et 7,50 F)
" programme communiste "
1 an : 15 F (150 FB)
" programme communiste "
et " le prolétaire "
1 an : 25 F (250 FB)

Bulletin d'abonnement

NOM :

Prénoms :

Adresse :

.....

★ " prolétaire " : 6 mois
★ " prolétaire " : 1 an.
★ " programme communiste "
★ combiné.

(entourer l'étoile)

PERMANENCES DU PARTI

● A PARIS : Tous les jeudis, de 19 h. à 22 h. Les samedis 20 novembre et 4 décembre, de 15 h. à 19 h. Les dimanches 28 novembre et 12 décembre, de 10 h. à 12 h., au siège du « Prolétaire », 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), métro Gobelins).

● A MARSEILLE : Tous les samedis, de 15 h. à 19 h. au siège du « Prolétaire », 7, Cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

● A SAINT-ETIENNE : Tous les jeudis, de 19 h. à 22 h., au « Cercle Pédagogique », 90 bis, boulevard Valbenoite.